



DECLARATION FSU88 au CTSD du 27 janvier 2015

Notre société vit un moment grave. Si une population nombreuse, française et étrangère, s'est levée pour défendre la liberté, ce sont les futures décisions et attitudes qui porteront notre capacité à vivre ensemble et à défendre les valeurs de la République laïque, l'égalité, la liberté, la fraternité.

Les personnels ont montré ces dernières semaines leur implication. Ils se sont également mobilisés pour demander une carte de l'éducation prioritaire établie dans la transparence et ajustée aux besoins du terrain y compris en milieu rural.

A la lourde mission assignée à l'Ecole de transmettre et construire laïcité, fraternité, liberté, savoirs, savoir-faire et savoir être permettant à chacun de trouver sa place, quelle est la réponse en termes de moyens ?

Des retraits d'emplois importants dans notre académie et les deux départements ruraux qui la composent.

Les personnels ont régulièrement fait entendre ces dernières années combien il est difficile d'enseigner dans des classes aux effectifs en hausse, même si le leitmotiv entendu depuis des années est la perte importante d'élèves ! La FSU dénonce les fortes dégradations prévues pour la prochaine rentrée d'autant que les politiques d'austérité menées sur le terrain se traduisent par un cinglant échec et une population de plus en plus en proie aux difficultés économiques.

Il est illusoire de prétendre vouloir aider les élèves en difficultés en continuant à supprimer des postes ! Comment prendre en charge la diversité des élèves et comment mener à bien nos missions quand les classes de troisième au collège de Charmes (par exemple) sont prévues, en moyenne, à 26,75 élèves par classe ! Que devient le seuil, en éducation prioritaire, de 26 élèves par division ? Est-ce là la traduction concrète de l'attention portée à l'Éducation prioritaire ? Pour 12 élèves en moins, l'établissement perd 44 h dans sa DHG ! Tandis que le H/E passerait de 1,27 à 1,21 ! Est-ce là l'ambition du Ministère pour l'éducation prioritaire ? Le collège du Thillot n'est pas mieux loti : alors qu'il devait garder ses moyens EP pendant trois ans, la perte de 10 élèves selon les prévisions entraînerait 45 heures en moins dans sa DHG !

Défendre les valeurs de la République laïque, l'égalité, la liberté, la fraternité, est une nécessité. Mais il faut d'abord pouvoir les vivre dans les collèges. Le discours incantatoire sur la restauration de l'autorité restera sans effet si l'on n'installe pas au quotidien les conditions d'un travail serein qui passe par un meilleur encadrement des élèves avec des personnels respectés, mieux formés et revalorisés.

La FSU demande l'abandon des suppressions d'emplois pour éviter aux élèves issus de milieux modestes ou défavorisés de rester sur le bord de la route, et afin de leur garantir les mêmes chances de réussite quel que soit le territoire. Elle demande aussi que les politiques de tous niveaux s'attaquent rapidement aux inégalités sociales.

C'est dans ce contexte que la FSU appelle à la grève le 3 février.